



#AfricaDisruptCSW66
AFRIQUE CSW- DÉCLARATION DE
NAIROBI

AMPLIFIER LES VOIX | RÉCUPÉRER LE POUVOIR

**Première Commission Africaine sur le Statut des Femmes la soixante sixième session
(CSW66 Afrique)**

Déclaration de Nairobi, 24 mars 2022

Les femmes et les filles africaines dans toute leur diversité se sont réunies à Nairobi, au Kenya, du 14 au 17 mars 2022 pour la toute première Commission africaine sur le statut des femmes (CSW Afrique).

Chaque année, des milliers de femmes et de filles, dans toute leur diversité, se réunissent

New York pour participer à la Commission des Nations unies sur la condition de la femme (CSW), le plus grand organisme intergouvernemental mondial exclusivement consacré à la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Le thème prioritaire de la CSW de cette année est "Parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation de toutes les femmes et filles dans le contexte du changement climatique, des politiques et programmes environnementaux et de réduction des risques de catastrophe".

Alors qu'il se tient chaque année à New York, les femmes et les filles africaines, dans toute leur diversité, ne se sont pas engagées ou n'ont pas participé de manière significative au CSW en raison de facteurs tels que les visas et les coûts élevés liés au voyage et au logement. Bien que nous reconnaissons que ce processus d'élaboration de politiques mondiales est essentiel à l'avancement de l'égalité des sexes, les femmes et les filles africaines, dans toute leur diversité, ont été laissées pour compte.

Le CSW Afrique a été créé pour répondre à la diminution constante de l'espace pour l'engagement des féministes et de la société civile au CSW à New York. Chaque membre de l'ECOSOC ne peut accrediter que 20 participants au CSW, contrairement aux autres réunions de l'ONU. La lourdeur des processus d'accréditation et d'immigration résultant de l'optique raciste appliquée dans les processus de visa, les règlements COVID-19, le manque d'accès aux vaccinations, le coût élevé de l'hébergement et des repas, les restrictions de voyage - économiques et autres ; et les changements induits par la pandémie, dans laquelle les délégations nationales ont été limitées à un maximum de six personnes par délégation.

Faire parvenir la CSW aux femmes et aux filles africaines signifie faire face à l'invisibilisation croissante des femmes, des filles, des personnes non binaires, des personnes handicapées, des populations autochtones, des communautés locales et à la réduction au silence de nos voix minoritaires à la CSW et dans d'autres espaces mondiaux. L'absence continue des voix et des perspectives des femmes africaines dans les résultats et les engagements de la CSW en est la preuve. Au lieu de cela, nous voyons des ONGI, des agences de l'ONU, des gouvernements, des voix privilégiées et des experts blancs raconter nos histoires, parler en notre nom et occuper notre espace pour transmettre nos réalités vécues, malgré les appels ouverts à la décolonisation, à l'intersectionnalité, à la diversité, à la représentation, à un engagement significatif et à l'équité. La

CSW Afrique a également pour but de démontrer la possibilité de centrer les voix et les besoins des femmes et des filles africaines dans toute leur diversité !

La CSW Afrique a été une occasion unique pour les femmes, les filles, les personnes non binaires et les personnes à mobilité réduite africaines, dans toute leur diversité, de se rassembler, de se concerter, de renforcer leurs capacités et d'élaborer collectivement leurs demandes pour la CSW66, en s'appuyant sur leurs réalités vécues, leurs expériences, leurs recherches, leurs preuves et leurs solutions, afin d'informer et d'influencer directement la 27e Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP 27), les futurs événements de la CSW et les espaces mondiaux similaires. CSW66 Afrique montre ce que cela signifie de ne laisser personne de côté et de construire mieux autrement.

Lors de la CSW Afrique, nous avons noté, avec inquiétude, que:

1. Les filles, les femmes, les personnes non binaires et les personnes handicapées vivent l'effondrement écologique différemment et plus sévèrement, car elles voient la diminution persistante de leurs ressources et l'augmentation de la charge et des responsabilités de leur foyer et de leur communauté. Les interruptions dans les services publics frappent d'abord et plus durement les filles et les femmes.
2. Les voix des femmes et des filles africaines ne sont pas entendues ni prises en compte sur la scène mondiale lorsqu'il s'agit de trouver des solutions au changement climatique, alors qu'elles font partie des groupes démographiques les plus touchés par ce phénomène.
3. La double crise, la pandémie de COVID-19 et la crise climatique, a mis en évidence les profondes failles de l'égalité des sexes qui ont intensifié l'impact de la crise sur les filles, les femmes, les personnes non binaires et les personnes handicapées, ainsi que la fréquence et l'intensité des catastrophes d'origine climatique.
4. Les mesures d'austérité sont devenues l'option privilégiée par les pays en réponse aux crises, entraînant des restrictions dans les budgets des services publics, ce qui limite l'accès des femmes aux services de santé, à l'éducation et à d'autres services, tout en imposant des charges fiscales injustes et déraisonnables aux membres les plus vulnérables de la société, en particulier les femmes, les filles, les personnes non binaires et les personnes handicapées.

5. Les émissions de l'Afrique, tant actuelles que cumulatives, sont négligeables, puisqu'elles sont estimées à 3,2 %, mais l'Afrique continue de porter le fardeau disproportionné de la catastrophe climatique en raison d'une faible capacité d'adaptation, de niveaux élevés de pauvreté, d'un endettement insoutenable et d'autres contraintes institutionnelles et structurelles qui accroissent sa vulnérabilité aux effets négatifs de la crise climatique. Les femmes et les filles de tout le continent portent le fardeau des pertes et des dommages subis dans leurs communautés par le biais de leurs soins non rémunérés et de leurs travaux ménagers. Ces efforts sont en grande partie invisibles et non appréciés, mais ils accentuent les inégalités entre les sexes. Les pays africains, en particulier les femmes et les filles qui portent le moins de responsabilité dans le changement climatique, ne bénéficient pas du soutien nécessaire. Des engagements ont été pris et des promesses faites, mais les ressources indispensables ne sont pas parvenues aux femmes qui sont en première ligne de la crise climatique.
6. La justice et la solidarité internationales sont inadéquates, et lorsqu'elles existent, elles ne sont pas encadrées par les valeurs féministes africaines de partage des connaissances, des compétences, des ressources et du leadership collectif.

Nous prenons donc la résolution et l'engagement de:

1. Convoquer la CSW Afrique chaque année sur le continent, en tant qu'espace collectif, audacieux, courageux, intentionnel, perturbateur et inclusif pour les femmes, les filles, les personnes non binaires et les personnes à mobilité réduite d'Afrique ; et inspirer des mouvements similaires et des voix invisibilisées du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Asie, afin qu'ils fassent de même dans et pour leurs régions.
2. Centrer l'agenda de la décolonisation dans notre lutte pour la justice climatique, l'égalité des sexes et la justice sociale, en reconnaissant que l'héritage du colonialisme et de ses idéologies racistes et sexistes, ainsi que les efforts actuels du néocolonialisme promulgué par le commerce, l'aide et les institutions financières internationales sont au cœur du problème.

3. Continuer à faire progresser les approches intersectionnelles dans notre lutte sociale, économique et politique pour la pleine libération des femmes, en reconnaissant que les femmes, les filles, les personnes non binaires et les personnes handicapées africaines ne vivent pas une vie à enjeu unique.
4. Occuper notre espace en tant que femmes africaines, filles, personnes non binaires, personnes différemment handicapées sur le continent et dans la diaspora dans les forums mondiaux et régionaux pour raconter nos histoires, nos expériences, nos recherches, nos connaissances autochtones et techniques et veiller à ce que les décisions prises reflètent et s'inspirent de nos réalités.
5. Encourager les collaborations entre les leaders nationaux, régionaux et mondiaux des réseaux féministes, de la société civile, du développement international et du secteur privé afin d'informer et d'influencer directement la 27e Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP 27), les futurs événements de la CSW et les espaces mondiaux similaires.
6. Plaider pour que le Conseil économique et social des Nations unies et le CSW adoptent une approche similaire - en changeant le lieu du CSW afin de faciliter et d'encourager une participation et un accès significatifs pour les voix invisibilisées d'Afrique et du Sud.
7. Centrer les contributions et le leadership nécessaires des jeunes femmes africaines, des filles, des jeunes non binaires et des jeunes à handicap dans toutes leurs diversités.
8. Continuer à rêver et à ré-imaginer en tant qu'outil politique et féministe en réponse à la crise climatique, y compris en remettant audacieusement en question les systèmes et structures d'oppression tels que le patriarcat, le capitalisme, le néocolonialisme, le néolibéralisme, l'impérialisme et tous les autres ismes qui cherchent à avancer de fausses solutions pour résoudre la crise climatique.

- 9.** Valoriser, centrer et exploiter les données, les histoires, les contributions, l'expertise technique et les systèmes de connaissances de générations de femmes, de filles, de personnes non binaires et de personnes handicapées africaines dans la recherche, le plaidoyer et les politiques.
- 10.** Reconnaître que les solutions africaines au changement climatique doivent être prises en compte dans la lutte mondiale contre le changement climatique.
- 11.** Plaider pour la transformation sociale nécessaire à l'égalité des sexes
- 12.** Reconnaître que la réalisation de l'égalité entre les sexes, de la justice climatique et de la transformation sociale et économique doit être financée et que cela nécessite des budgets tenant compte des droits de l'homme et de l'égalité entre les sexes, une fiscalité progressive et un fort investissement dans les services publics et les infrastructures publiques (notamment en vue de la redistribution des soins).
- 13.** Accepter que les femmes, les filles, les personnes non binaires et les personnes handicapées africaines sont affectées de manière disproportionnée par le changement climatique, ce qui, ajouté à l'injustice économique actuelle et à d'autres problèmes de genre entrelacés, rend difficile l'épanouissement et une vie digne. Nous espérons donc que les femmes, les filles, les personnes non-binaires et les personnes handicapées mèneront la conversation sur le changement climatique et l'action lors de la CSW et que des actions délibérées seront entreprises pour centrer ces voix invisibles face à cette crise.
- 14.** Exiger la responsabilité des gouvernements nationaux dans les capitales et les missions permanentes avant, pendant et après la CSW.